

### *Dette gouvernementale*

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Vous auriez voulu qu'il adhère à votre parti.

**M. Stevens:** Certinement pas! Je n'ai jamais voulu qu'il adhère à mon parti; que cela soit bien clair.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Mais vous le vouliez à une certaine époque.

**M. Stevens:** Et où le gouvernement est-il allé contracter ces emprunts—surtout à l'époque de M. Turner—qu'il a imposés aux Canadiens? Il les a contractés auprès de la Banque du Canada, pour un total de 4.159 milliards de dollars. C'était le chiffre de la dette en décembre de l'année dernière. Bref, au cours de la période de six ans terminée en 1970, le gouvernement a monétisé une dette totale de l'ordre de 1.163 milliard de dollars. Au cours des six dernières années, le gouvernement a monétisé 4,159 millions de dollars uniquement au titre de la dette. Pourquoi tout ceci est-il important? Parce que cette dette est l'un des principaux instruments utilisés pour accroître la masse monétaire du pays et si cette dernière s'accroît à un rythme plus rapide que la croissance réelle de l'économie, elle engendre l'inflation. C'est l'évidence même.

Le gouvernement peut arguer qu'il ne sait pas comment juguler l'inflation. Il peut prétendre, comme il l'a fait, qu'il faut réglementer les salaires et les prix pour contrer l'inflation. Il peut déclarer que les syndicats sont les responsables ou que les hommes d'affaires causent l'inflation. La vérité, c'est que le gouvernement lui-même a causé l'inflation et cela, le public ne devrait jamais l'oublier. Le gonflement de la masse monétaire associé à une politique fiscale envahissante sont à l'origine de l'inflation qui afflige notre pays. Le ministre des Approvisionnement et Services a reconnu implicitement cet état de choses dans son discours.

**M. Goyer:** J'ai cité des faits.

**M. Stevens:** Il a essayé habilement d'en rejeter la faute sur les gouvernements provinciaux et les municipalités. Mais nous constatons que les gouvernements provinciaux contrôlent leurs dépenses. Ils réussissent beaucoup mieux que le gouvernement fédéral à en limiter la hausse. C'est exactement le contraire de ce qui devrait se produire. Si nous voulons vraiment juguler l'inflation, il est absolument essentiel, en premier lieu, que le gouvernement fédéral réduise sa part du produit national brut, à un rythme plus accéléré que par le passé. En ce qui concerne la croissance des dépenses du gouvernement fédéral, il importe de souligner que de 1967 à 1977, Ottawa aura augmenté ses dépenses de 289.3 p. 100, soit une moyenne de 14.7 p. 100 par année. Le budget total était de 9,867 millions de dollars en 1967; en 1977, il est de 38,417 millions. Abstraction faite de la Défense, dont les dépenses ont augmenté beaucoup plus lentement que les autres secteurs du niveau fédéral, nous constatons que les dépenses fédérales ont augmenté de 362.8 p. 100, soit une moyenne de 15.8 p. 100 par an au cours des dix dernières années.

● (1640)

La motion est pertinente en ce sens. Elle sera utile si elle permet de faire ressortir les raisons pour lesquelles nous avons l'inflation chez nous et de souligner que le gouvernement actuel nous a imposé une dette par habitant plus élevée que jamais, et que malheureusement non seulement il nous l'a imposée, mais encore qu'il l'a orchestrée en grande partie avec l'aide de la Banque du Canada ce qui, en retour, nous a donné l'inflation.

[M. Stevens.]

**M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge):** Monsieur l'Orateur, j'ai bien pesé cette motion et je suis heureux de savoir qu'elle ne sera pas mise au vote. Je ne saurais qu'en faire. Quoi qu'il en soit, j'aimerais ajouter ceci. J'ai toujours considéré d'un œil sympathique certaines des vues du Crédit social, même si parfois je ne suis pas d'accord avec les créditistes quant aux détails et aux techniques. Plus j'écoute les vues du parti libéral et du parti conservateur, et plus je suis convaincu qu'il faudrait resserrer ces liens de sympathie.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Et hier soir?

**M. Saltsman:** La séance d'hier soir a été un événement très intéressant à observer. Un certain nombre de députés du Crédit social étaient présents à la Chambre lorsque le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) a parlé. J'ai pu constater qu'ils l'écoutaient. Ils n'étaient pas d'accord sur tout ce qu'il disait. Toutefois, le sentiment profond qu'ils nourrissent à l'égard du sans-grade et leur conviction que notre régime fiscal est oppressif et constitue un lourd fardeau pour les petites gens tout en favorisant les puissants, sont les mêmes que les nôtres. Cela est évident et je le respecte.

Peu importe ce qu'ont dit le ministre des Approvisionnement et Services et le député de York-Simcoe (M. Stevens) sur les théories du Crédit social, leurs arguments spécieux sont beaucoup moins importants que ce que les créditistes peuvent dire, car ceux-ci ont l'instinct du vrai. Les grandes lumières des libéraux et des conservateurs ont eu l'occasion de gouverner, bien ou mal, le Canada à un moment ou l'autre. Ces gens-là se croient compétents pour le faire. Ils déclarent aux créditistes que leur théorie est très élémentaire, qu'ils comprennent mal les mécanismes de l'ensemble du système et ils leur expliquent gentiment comment tout cela fonctionne.

Les créditistes savent quelque chose que nous savons aussi. Notre société a ses nécessités. Nos forces productives restent inutilisées. Nos concitoyens ont besoin de maisons, d'emplois, et nous avons tout le capital nécessaire et toutes les ressources qu'on peut espérer. Nous avons tellement de denrées alimentaires que nous ne savons quoi en faire. En fait, on encourage les agriculteurs à ne pas produire davantage. Comment se fait-il qu'en disposant de tous ces atouts, il soit impossible de rien faire qui vaille?

Le député de York-Simcoe explique tout cela par la masse monétaire; pour lui, les libéraux sont en fait des créditistes et ils sont responsables du gonflement de la masse monétaire. Ce n'est pas tout à fait faux. En 1963, les libéraux dirigés par Walter Gordon, devenu par la suite ministre des Finances, ont fortement appuyé une motion créditiste visant à chambarder toute l'économie. Les libéraux l'ont appuyée. Car c'est leur façon d'agir. Un jour ils vous courtisent, le lendemain ils vous délaissent. Ce sont des amants infidèles. Ce qu'ils adorent un jour, ils le brûlent le lendemain; voilà leur attitude.

Le principe fondamental de la doctrine du crédit social est sain. On le retrouve à la base du système keynésien. Le problème aujourd'hui, c'est que le pouvoir d'achat est insuffisant. Autrement dit, les gens ont besoin de maisons, ils ont besoin de toutes sortes de choses, mais n'ont pas l'argent pour se les procurer. Quelque chose ne va pas dans le système. Je ne dis pas que la théorie en «A» plus «B» du major Douglas soit une explication satisfaisante. Je ne prétendrai pas le compren-